

[Texte]

The government should require that data processing related to Canadian business organizations be performed in Canada except when otherwise authorized.

By 1980, the multinationals had their act in order and in motion. Rowland Frazee of the Royal Bank recommended sectoral free trade to the Canadian government and offered up the computer services industry as his sacrificial lamb. He then went to Washington and told them that his company pays \$367 million per year on informatics, to Canadians presumably, and he wanted to get a better bang for his bucks, presumably by importing those services from the U.S.

In 1981, the Interdepartmental Task Force on Transborder Data Flows was formed to study a range of issues relative to transborder data flow. No final report was produced, but a number of studies were prepared. An analysis of 12 major companies' data processing practices was made. These firms were all multinationals and included Canadian-owned as well as foreign-owned companies. On average the firms obtained 20% of their data processing services and 20% of the programming services outside of Canada. Details of this calculation are included. It is worth noting the trend from 8% to 20%.

In 1982, Canada's deficit in tradeable services had reached approximately \$3 billion. At about the same time CICS analysed the expenditures of one head office and found that 27% of the revenues would be expended outside the country if that head office moved outside of Canada.

In 1984, CICS prepared its first estimate of job losses that occurred through the importation of computer services. That estimate is enclosed as one of the exhibits. We also analysed the employment of 70 U.S. firms operating in Canada and determined that there were about 150,000 fewer Canadian jobs than might have been expected, based on their total revenues.

On page 4 we summarize some current figures, more recent figures, which show that General Motors has 6.37 jobs per \$1 million of sales in the United States, but only 2.48 jobs per \$1 million of sales in Canada, and so on. IBM has 5.88 in the United States to 4.23 in Canada.

In 1984 to 1987, a number of activities came to our attention indicating proof of our claim that office jobs were moving to the United States. During the Chrysler strike about two years ago, 84% of its Canadian work force was on strike. At the same time, 69% of their U.S. employees were on strike. It appeared from that, and we have later confirmed it more definitely, there were twice

[Traduction]

Le gouvernement devrait exiger que les opérations de traitement des données des organismes commerciaux canadiens soient effectuées au Canada, sauf en cas d'autorisation en sens contraire.

En 1980, les multinationales avaient défini leur stratégie. Rowland Frazee, de la Banque royale, recommandait au gouvernement canadien de libéraliser les échanges commerciaux dans certains secteurs et sacrifiait l'industrie des services informatiques. Il s'est ensuite rendu à Washington où il a déclaré que son entreprise dépensait 367 millions de dollars par an en services informatiques, fournis probablement par des entreprises canadiennes, et a demandé à rentabiliser ce secteur, probablement en faisant importer ces services depuis les États-Unis.

C'est en 1981 qu'a été constitué le groupe de travail interministériel sur les flux transfrontières des données pour étudier divers aspects se rapportant aux échanges de données transfrontières. Le groupe de travail n'a pas publié de rapport, mais un certain nombre d'études ont été préparées, telle une analyse des méthodes de traitement des données appliquée par 12 entreprises importantes. Ces firmes étaient toutes des multinationales et regroupaient aussi bien des entreprises canadiennes que des entreprises étrangères. En moyenne, ces firmes se procuraient 20 p. 100 de leurs services de traitement des données et 20 p. 100 de leurs services de programmation à l'extérieur du Canada. Notre mémoire contient des détails de ces calculs. Il est intéressant de noter que le pourcentage est passé de 8 à 20 p. 100.

En 1982, le déficit canadien dans le domaine des services commerciaux atteignait près de 3 milliards de dollars. Vers la même époque, l'AISIC avait analysé les dépenses d'un siège social et conclu que 27 p. 100 des recettes seraient dépensées à l'extérieur du pays si le siège social s'installait ailleurs qu'au Canada.

En 1984, l'AISIC a évalué pour la première fois le nombre d'emplois qui disparaissaient suite à l'importation des services informatiques. Ces estimations font partie des pièces qui accompagnent notre mémoire. Après nous être penchés sur les effectifs de 70 firmes américaines oeuvrant au Canada, nous avons conclu que, d'après le total des recettes déclarées par ces firmes, on aurait pu s'attendre à ce que le Canada dispose de 150,000 emplois de plus.

La page 4 de notre mémoire fait état des chiffres actuels, des chiffres plus récents, qui révèlent que General Motors propose 6,37 emplois pour chaque million de dollars de ventes aux États-Unis, mais seulement 2,48 emplois par tranche de 1 million de dollars de chiffres d'affaires au Canada, etc. Chez IBM, on trouve 5,88 emplois aux États-Unis, contre 4,23 au Canada.

De 1984 à 1987, nous avons pris connaissance de certains éléments qui révèlent l'existence d'un exode des emplois de bureaux à destination des États-Unis. Pendant la grève qui a touché le fabricant Chrysler il y a environ deux ans, 84 p. 100 des effectifs canadiens étaient en grève. Au même moment, on ne comptait que 69 p. 100 de grévistes parmi les employés américains. Il s'avère